

La flambée des milices ultranationalistes

Ukraine Les Nationalniy Droujyny, une vraie petite armée aux relents fascisants.

Reportage Sébastien Gobert
Correspondant à Kiev

Ce casino est illégal. Il a perdu sa licence en 2014. De plus, il dépend d'une société russe, et sponsorise la guerre dans l'est de l'Ukraine. Il faut le fermer." Maskym dénonce avec assurance. Il n'est pourtant pas policier. Le jeune homme, 19 ans au plus, est un membre des "Nationalniy Droujyny". Traduit par "Brigades" ou "Milices", c'est la nouvelle formation du bataillon paramilitaire ultranationaliste "Azov", qui s'est fixé comme objectif "la protection de l'ordre public". Ce soir-là, cela passe par une tentative de fermeture de ce casino de Boryspil, dans la banlieue de Kiev.

Ici, pas besoin de violence. Maskym et une vingtaine de ses camarades se sont glissés dans la pièce principale et en gardent l'accès. Jeunes, athlétiques, graves et silencieux, leur apparition a suffi à faire fuir les clients. Restent trois employés, stupéfaits, visiblement prêts au pire. "Notre licence est valide, les gars!", s'insurge l'un d'entre eux, Ihor, à demi-voix. "Je ne comprends pas ce que vous faites ici..." Eux répondent à peine, et appellent une patrouille de police. "Nous ne pouvons pas fermer ce casino nous-mêmes", explique Samson, un autre militant. "Nous sommes ici pour aider la police, qui est une jeune institution en Ukraine, à peine réformée. C'est tout."

Assistance légale

Formellement, les Droujyny sont dans leur droit. En vertu d'une loi sur "la participation des citoyens dans l'ordre public", des associations peuvent porter assistance aux forces de l'ordre. Reste la méthode. Pourquoi investir ce casino de manière aussi intimidante ? S'agit-il d'une défense

de l'état de droit ou d'une pression contre une entreprise privée ? Le but est-il de forcer la police à faire son travail ?

Ces questions resteront sans réponse. Subitement, Samson annonce le départ de sa troupe, sans attendre l'arrivée de la police, pour s'atteler à une "tâche plus importante". Une inconsistance qui rend la scène absurde. Ihor en plaisanterait presque. Mais il a mal vécu cette intimidation. "Ils ne savent pas ce qu'ils veulent, ces jeunes. Cela veut dire qu'ils sont capables de tout..."

Son inquiétude trouve de nombreux échos en Ukraine depuis la prestation de serment de plus de 600 Droujyny, dans le centre de Kiev, le 28 janvier. Dans une marche aux accents des années 1930, avec drapeaux, flambeaux et poings tendus, ces militants d'un nouvel "Ordre ukrainien" ont fait sensation. Dans un contexte d'augmentation de la criminalité et de paupérisation d'une partie de la société, un des porte-parole des Droujyny, Serhiy Semenov, voit comme une priorité de contrer les "drogués et alcooliques qui pullulent dans nos villes". Comme un de leurs slogans l'affirme, les Droujyny "n'ont pas peur d'utiliser la force". Aussi, la perspective de voir ces ultranationalistes s'instituer comme concurrent, voire contre-pouvoir à la police, laisse perplexe.

Condamnation du bout des lèvres

Un flou entretenu par les "messages contradictoires" envoyés par les autorités, regrette Tatiana Cooper, directrice du bureau ukrainien de Human Rights Watch. Si certains fonctionnaires ont ainsi accueilli l'aide des Droujyny avec prudence, d'autres ont dénoncé une simple opération de communication. Ce n'est qu'après un long silence que le ministre Arsen Avakov a condamné ces "groupes militaires alternatifs". Ses liens intimes avec Azov entretiennent néanmoins le flou sur ses réelles intentions.

Au manque de clarification de la part des autorités s'ajoutent, sur le terrain, des frictions entre Droujyny et

forces de police. Plusieurs vidéos, largement diffusées, font état de violents affrontements ou de malaises des policiers vis-à-vis de l'action des Droujyny. "Leur affiliation avec l'idéologie d'extrême droite est alarmante", dénonce Tatiana Cooper. De fait, Azov et ses différentes organisations sont décriées pour leur ultranationalisme, leur agenda conservateur et leur symbolisme fascisant. Certains des membres sont ouvertement néonazis.

Autrefois indifférent vis-à-vis des critiques, le mouvement tente aujourd'hui de relativiser son radicalisme. "Nous nous revendiquons d'un ordre moral et militariste qui donne un cadre de vie à nos membres et entre-

tient une discipline", explique Serhiy Semenov. "Nous ne nous considérons pas pour autant comme fascistes. Beaucoup de nos militants se réfèrent à des temps bien plus anciens, comme le royaume de la Rous de Kiev, au IX^e siècle, ou la mythologie scandinave..."

Pour la militante des droits de l'homme Halyna Coynash, la digression rhétorique n'enlève rien au fait qu'Azov a démontré, depuis sa création en 2014, "une certaine intolérance" vis-à-vis de minorités ethniques, d'étrangers ou encore de la communauté LGBT. Et Tatiana Cooper de s'interroger : "les Droujyny sont-ils à même d'aider la police à défendre la loi qui garantit une égalité de droit pour tous, et protège les minorités de discriminations ?"